



DEXIA

# ANALYSE FINANCIERE DE LA COMMUNE

*De la lecture des comptes ... leur interprétation*

*Jean-Louis DURET et Frédéric DUPUIS, Directeurs des Relations Institutionnelles*

Réunion AMF 59 du 02/12/09 à LILLE-HELLEMMES

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## Préalables à l'analyse financière

Le budget d'une collectivité est influencé par certains facteurs extérieurs :

- conjoncture économique,
- environnement législatif et réglementaire,
- dynamique des entreprises,
- facteurs démographiques,
- facteurs géographiques.

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## Préalables à l'analyse financière

Le budget d'une collectivité est influencé par les choix opérés en matière :

- de politique fiscale,
- de services rendus à la population,
- de projets d'investissement,
- de stratégie d'endettement.

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## Préalables à l'analyse financière

Le budget d'une collectivité est aussi influencé par :

- la complexité de l'environnement local
- l'appartenance intercommunale

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## Les destinataires de l'analyse :

### Le gestionnaire :

- pour la nécessité d'un pilotage,
- pour fournir un mode de lecture simple et rapide des documents budgétaires.

### Le public :

- pour la communication politique,
- pour la communication financière.

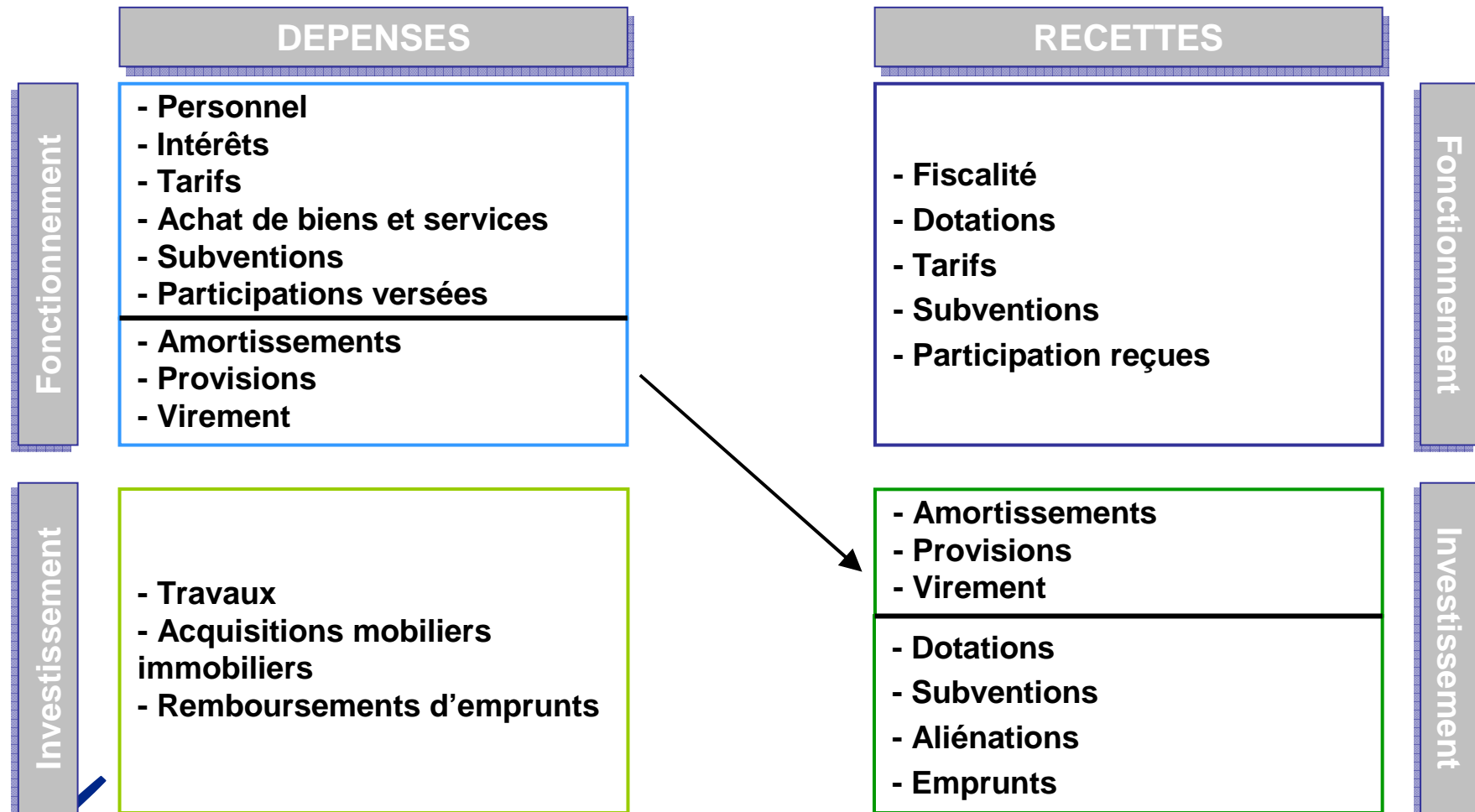
## Le cahier des charges de l'analyse

### Objectifs principaux:

- ↳ apprécier les équilibres financiers de la collectivité :
  - . constitution de l'épargne
  - . mode de financement de l'investissement
- ↳ évaluer les marges de manœuvre financières
- ↳ identifier les risques financiers encourus :
  - . insolvabilité dans le temps
  - . insolvabilité dans l'espace.

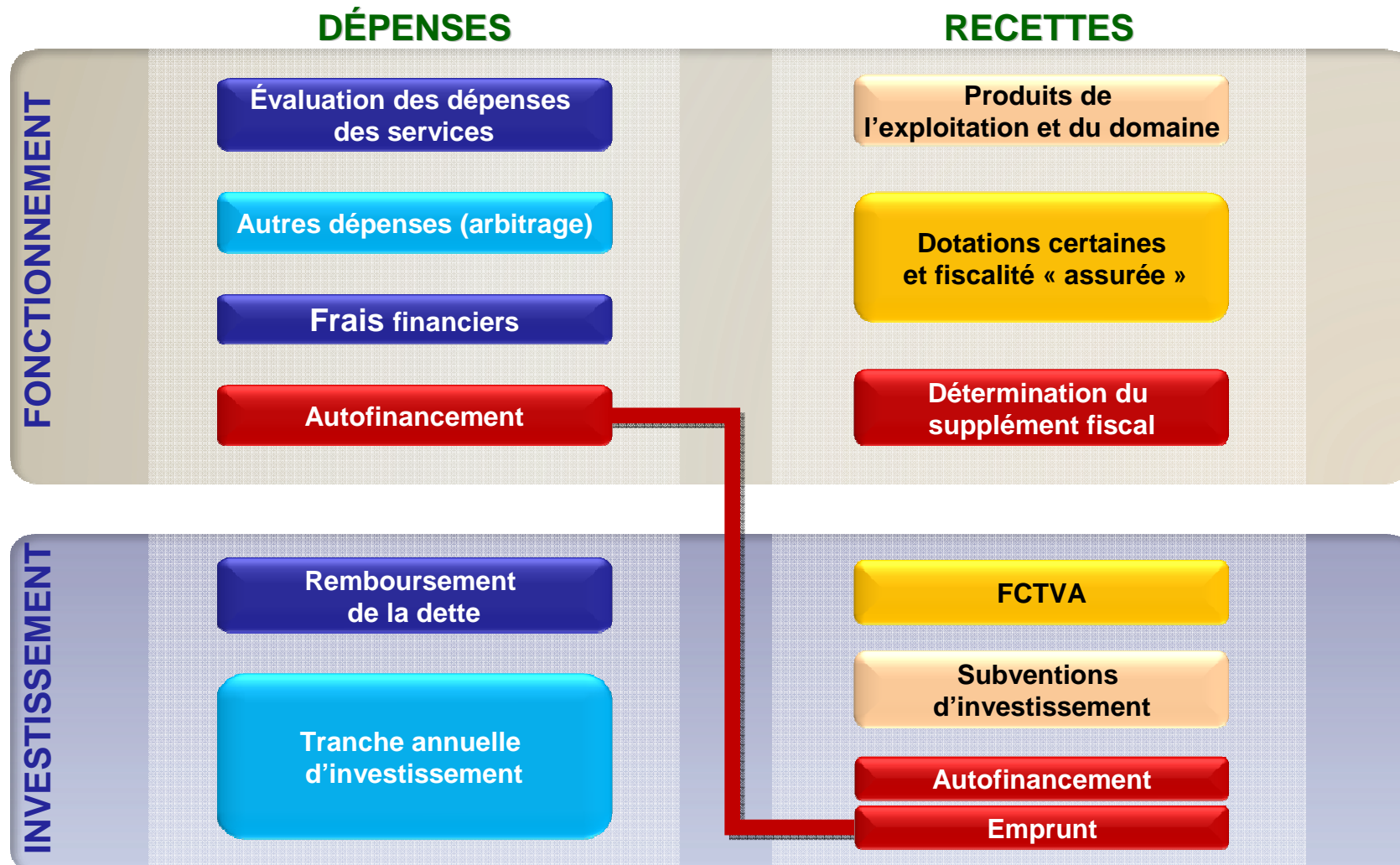
# Les buts et méthodes de l'analyse financière

Rappel : Le schéma simplifié d'un budget communal



# Les buts et méthodes de l'analyse financière

Rappel : La préparation du budget



## Les différentes rubriques d'une analyse financière

- ▶ Analyse rétrospective ou « connaissance de son bilan financier ».
  - . examen de l'évolution des recettes et des dépenses,
  - . évolution du solde de la section de fonctionnement,
  - . analyse des composantes de la fiscalité et de la construction de l'autofinancement,
  - . décomposition de la structure de financement des investissements,
  - . analyse des restes à réaliser et de leur couverture.

## Les différentes rubriques d'une analyse financière

### ► Analyse rétrospective ou « connaissance de son bilan financier » ...(suite)

- . analyse de la dette et de la trésorerie,
- . recensement des engagements hors bilan,
- . analyse patrimoniale,
- . analyse des marges de manœuvre financière.

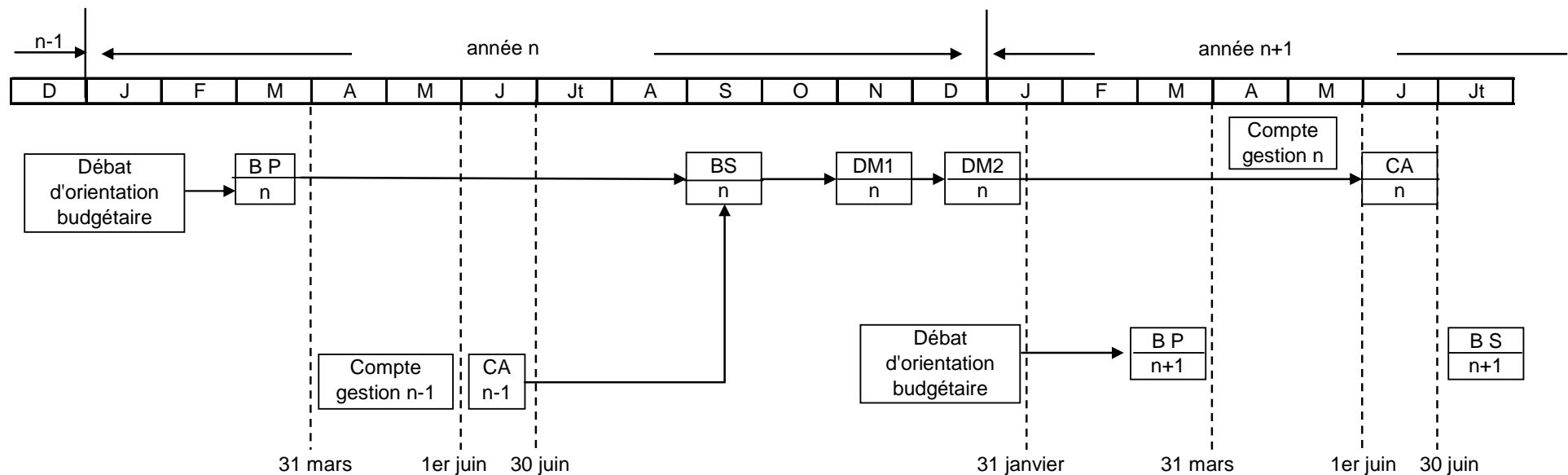
## Les différentes rubriques d'une analyse financière

### ► Analyse prospective ou « recherche de la faisabilité financière »

- . examiner les comptes administratifs prévisionnels en matière de recettes et de dépenses, en fonction :
  - de l'évolution de certains paramètres,
  - des risques et aléas financiers qui peuvent intervenir.
- . appréhender les conséquences :
  - des nouvelles stratégies financières,
  - de l'impact financier des projets de mandat.

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## Rappel: Le calendrier budgétaire



( Les dates indiquées sont les dates limites imposées par la loi )

## ► Les « matériaux » de base :

- . les derniers comptes administratifs du budget principal (si analyse plus fine : budgets annexes, et/ou comptes rattachés),
- . Les états fiscaux,
- . Les éléments relatifs au contexte socio-économique de la collectivité,
- . Le cadre organisationnel de la collectivité.

## ► Les « matériaux » de base : *suite ...*

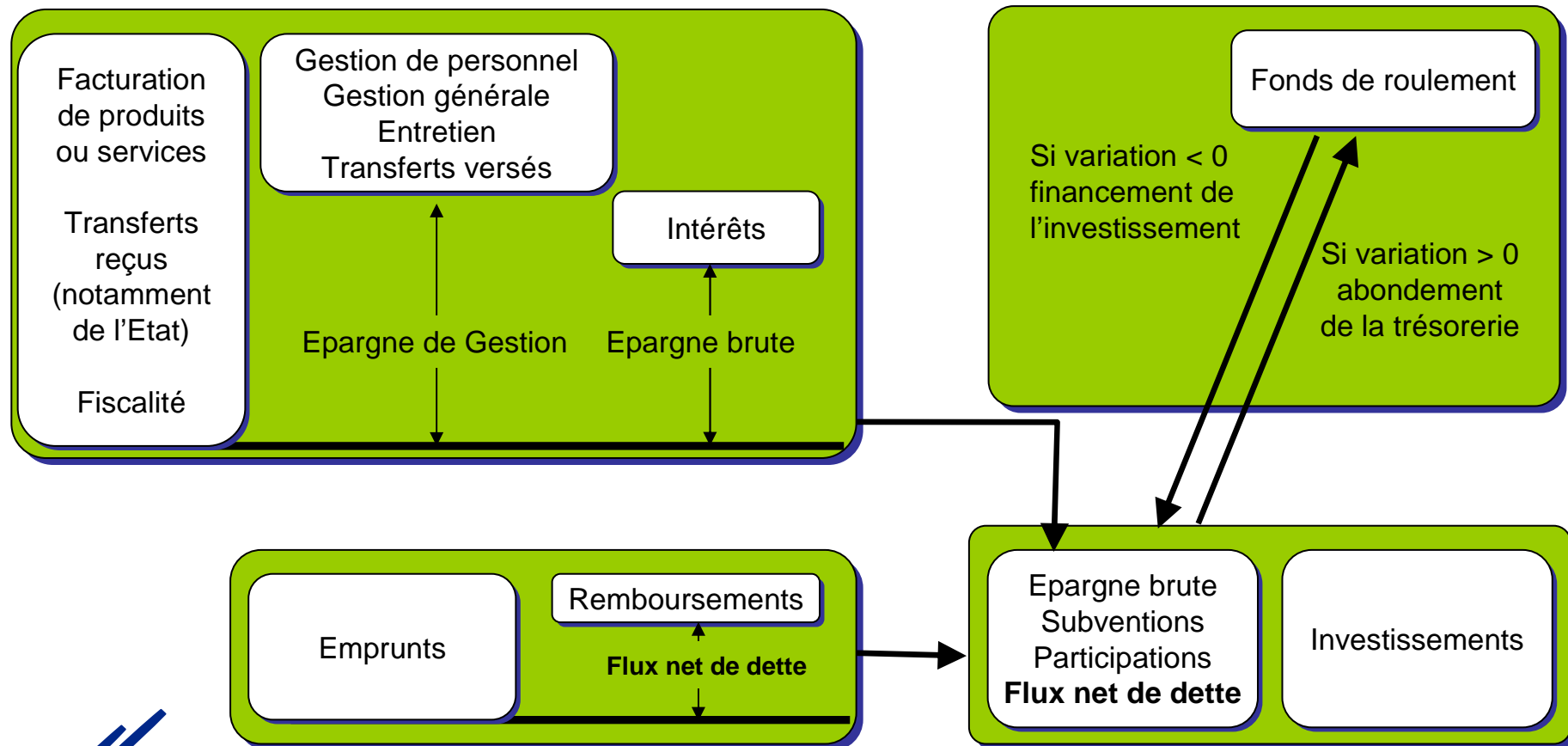
- . L'évolution des encours des comptes financiers (dette-trésorerie),
- . L'évaluation du patrimoine,
- . Le recensement des « coups partis » en fonctionnement et en investissement.

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## METHODOLOGIE DE L'ANALYSE

↳ L'étude des comptes tournera autour :

- de la dynamique de fonctionnement
- de la constitution de l'autofinancement
- du financement des opérations d'investissement



## Panorama du territoire

### Paysage communal

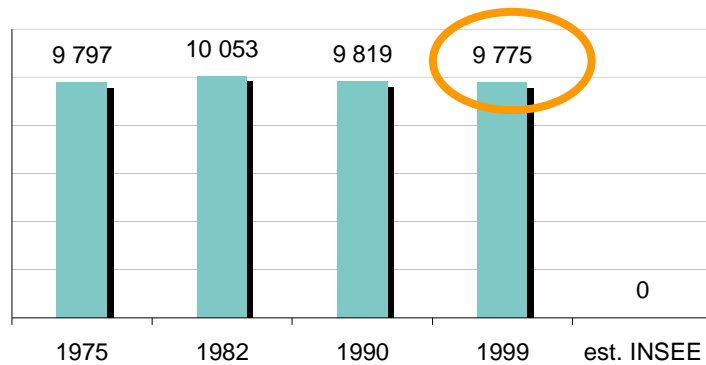
<b>Population</b>	Commune	Moyenne nationale
Population	9 775	-
Nombre de résidences secondaires	141	-
Nb de rés. sec. en % de la population	1,4%	4,8%
Évolution de la population (1999-2005)		4,1%
Rang national de la population de la commune	917e	-
Rang régional de la population de la commune	41e	-
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	653	111
Poids de la population étudiante	6,0%	9,1%

<b>Social</b>	Commune	Moyenne nationale
Revenu moyen par habitant	7 676 €	8 750 €
Poids des logements sociaux	25,5%	15,2%
Poids de la population en ZUS	0,0%	7,3%

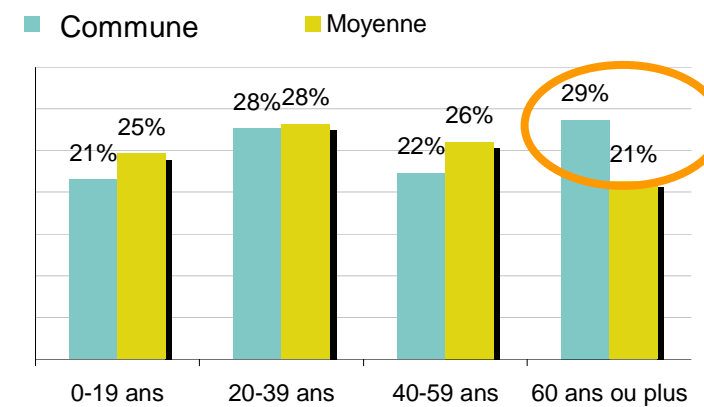
<b>Équipements</b>	Commune	Moyenne nationale
Longueur de la voirie en km	28	-
Longueur de la voirie en km pour 1 000 hab	2,9	10
Nombre d'enfants scolarisés pour 1 000 hab	124	151
Permis de construire délivrés en 2005 (nb de logts)	42	-

<b>Entreprises</b>	Commune	Moyenne nationale
Nombre d'établissements au 1er janvier 2005	474	-
Établissements de plus de 100 salariés	8	-
Poids des créations d'établissements en 2005	9,1%	12,8%

Population de la commune



Population par tranche d'âge



# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## Approche financière

... de l'approche budgétaire à l'analyse financière :

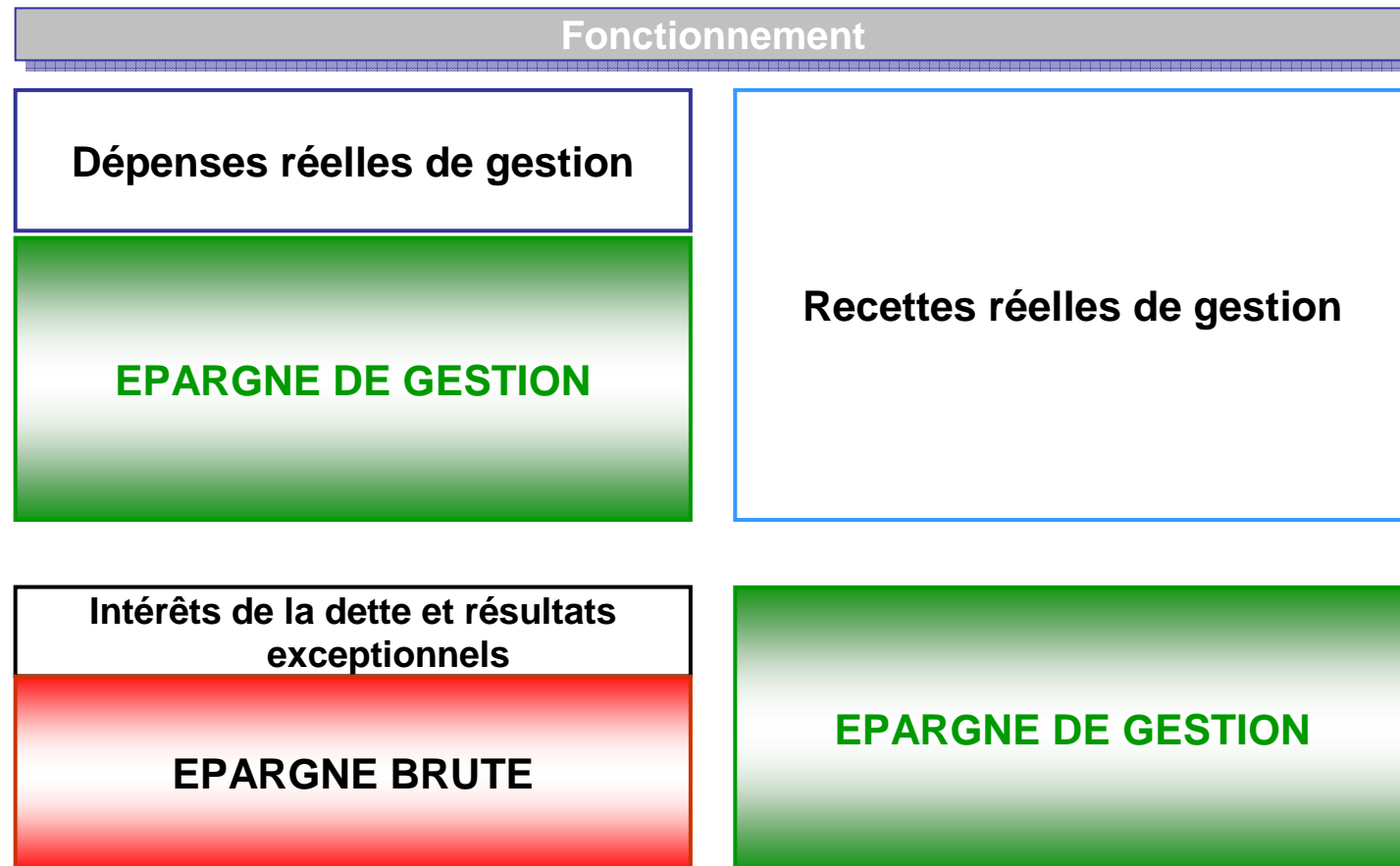
- ne prendre en compte que les mouvements réels, c'est-à-dire ceux qui se traduisent par des flux financiers
- l'analyse doit se faire hors reports
- tenir compte des charges et produits rattachés à l'exercice

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

LES TROIS SOLDES D'EPARGNE: au niveau de la section de fonctionnement

L'Epargne de gestion = Recettes de gestion – Dépenses de gestion

L'Epargne brute = Epargne de gestion – Intérêts de la dette + résultats exceptionnels



# Les buts et méthodes de l'analyse financière

LES TROIS SOLDES D'ÉPARGNE: au niveau de la section d'investissement  
L'Épargne nette = Épargne brute – Amortissement du capital de la dette



## Les tableaux financiers

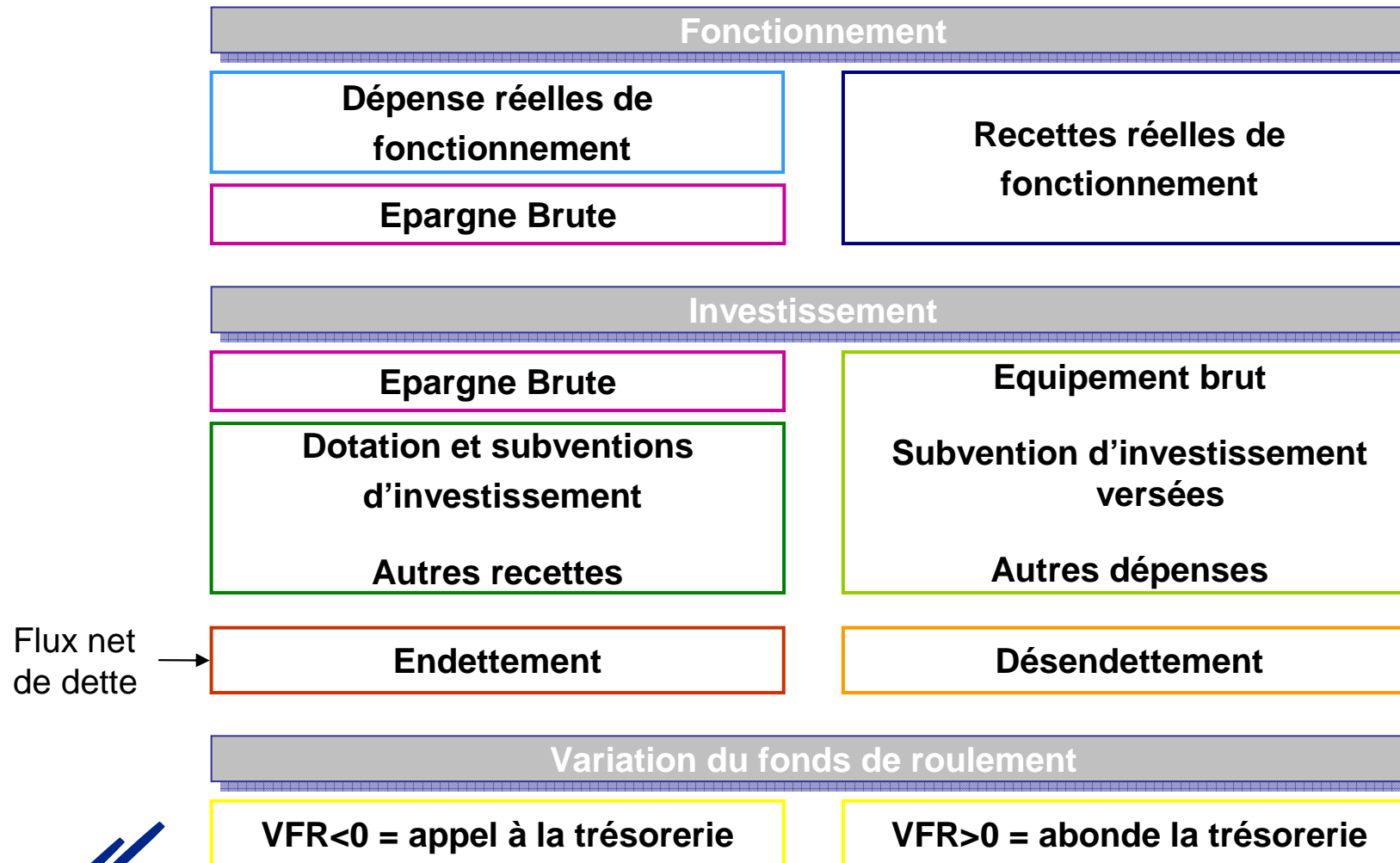
### Budget principal en milliers d'euros

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>■ RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	8 264	8 924	8 911	11 413	10 328	11 042
Produits financiers	0	1	0	20	15	32
Produits exceptionnels	91	119	137	1 193	324	284
<b>RECETTES DE GESTION</b>	<b>8 173</b>	<b>8 804</b>	<b>8 774</b>	<b>10 200</b>	<b>9 989</b>	<b>10 726</b>
<b>Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	<b>557</b>	<b>578</b>	<b>609</b>	<b>642</b>	<b>653</b>	<b>649</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>4 453</b>	<b>4 699</b>	<b>4 726</b>	<b>5 564</b>	<b>5 848</b>	<b>6 207</b>
Impositions directes	4 092	4 337	4 335	5 131	5 279	5 764
Reversements de fiscalité reçus	0	0	0	0	0	0
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0	0	0	0	0	0
Versement transport	0	0	0	0	0	0
Impôts et taxes d'Outre-Mer	0	0	0	0	0	0
Produit des droits de mutation	62	76	89	101	119	137
Autres recettes fiscales	299	286	302	332	450	306
<b>Dotations et participations</b>	<b>2 857</b>	<b>3 171</b>	<b>3 038</b>	<b>3 132</b>	<b>3 078</b>	<b>3 230</b>
DGF	1 654	1 660	1 669	2 450	2 485	2 531
Compensations fiscales	0	0	0	0	0	326
Autres recettes de fonctionnement	397	476	538	2 075	749	956
<b>■ DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 763</b>	<b>8 131</b>	<b>8 097</b>	<b>8 309</b>	<b>8 965</b>	<b>8 743</b>
Charges financières	1 118	986	896	964	386	641
Charges exceptionnelles	33	0	10	0	485	188
<b>DEPENSES DE GESTION</b>	<b>6 613</b>	<b>7 145</b>	<b>7 191</b>	<b>7 345</b>	<b>8 094</b>	<b>7 914</b>
<b>Charges de personnel (Chap 012)</b>	<b>3 201</b>	<b>3 516</b>	<b>3 650</b>	<b>3 792</b>	<b>4 037</b>	<b>4 128</b>
<b>Charges à caractère général (Chap 011)</b>	<b>2 339</b>	<b>2 275</b>	<b>2 385</b>	<b>2 369</b>	<b>2 394</b>	<b>2 571</b>
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 073</b>	<b>1 353</b>	<b>1 156</b>	<b>1 184</b>	<b>1 663</b>	<b>1 203</b>
Subventions de fonctionnement	942	1 138	911	890	1 381	949
Autres dépenses de fonctionnement	33	1	11	1	485	230
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>1 560</b>	<b>1 659</b>	<b>1 583</b>	<b>2 855</b>	<b>1 895</b>	<b>2 812</b>
Intérêts de la dette	1 117	986	895	963	386	611
Résultat financier hors intérêts	0	1	-1	19	15	2
Résultat exceptionnel	58	119	127	1 193	-161	96
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>501</b>	<b>793</b>	<b>814</b>	<b>3 104</b>	<b>1 363</b>	<b>2 299</b>
Amortissements de capital courant	1 427	1 487	1 505	929	1 252	1 420
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>-927</b>	<b>-694</b>	<b>-691</b>	<b>2 175</b>	<b>111</b>	<b>879</b>

Budget principal en milliers d'euros	Taux d'évolution	
	variation 2005 à 2006	Moyenne annuelle 06/01
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	+ 6,9%	+ 6,0%
Produits financiers	+ 113,3%	ns
Produits exceptionnels	- 12,3%	+ 25,6%
<b>RECETTES DE GESTION</b>	<b>+ 7,4%</b>	<b>+ 5,6%</b>
<b>Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 3,1%</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>+ 6,1%</b>	<b>+ 6,9%</b>
Impositions directes	+ 9,2%	+ 7,1%
Reversements de fiscalité reçus	ns	ns
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	ns	ns
Versement transport	ns	ns
Impôts et taxes d'Outre-Mer	ns	ns
Produit des droits de mutation	+ 15,1%	+ 17,2%
Autres recettes fiscales	- 32,0%	+ 0,5%
<b>Dotations et participations</b>	<b>+ 4,9%</b>	<b>+ 2,5%</b>
DGF	+ 1,9%	+ 8,9%
Compensations fiscales	ns	ns
<i>Autres recettes de fonctionnement</i>	+ 27,6%	+ 19,2%
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>+ 2,4%</b>
Charges financières	+ 66,1%	- 10,5%
Charges exceptionnelles	- 61,2%	+ 41,6%
<b>DEPENSES DE GESTION</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>+ 3,7%</b>
<b>Charges de personnel (Chap 012)</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 5,2%</b>
<b>Charges à caractère général (Chap 011)</b>	<b>+ 7,4%</b>	<b>+ 1,9%</b>
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>- 27,7%</b>	<b>+ 2,3%</b>
Subventions de fonctionnement	- 31,3%	+ 0,1%
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	- 52,6%	+ 47,4%
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>+ 48,4%</b>	<b>+ 12,5%</b>
Intérêts de la dette	+ 58,3%	- 11,4%
Résultat financier hors intérêts	- 86,7%	ns
Résultat exceptionnel	ns	+ 10,6%
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>+ 68,7%</b>	<b>+ 35,6%</b>
Amortissements de capital courant	+ 12,4%	- 0,1%
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>

# Les buts et méthodes de l'analyse financière

## SCHEMA DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



## Les tableaux financiers

### Budget principal en milliers d'euros

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>■ DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 084</b>	<b>2 757</b>	<b>3 671</b>	<b>3 244</b>	<b>3 754</b>	<b>5 034</b>
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (HORS DETTE)	1 657	1 270	2 166	2 315	2 502	3 614
Dépenses d'équipement	1 530	1 257	1 936	2 014	2 496	3 331
Subventions d'équipement versées	120	11	228	285	0	283
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	8	2	2	16	6	0
<b>■ RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 059</b>	<b>2 252</b>	<b>1 663</b>	<b>1 967</b>	<b>2 536</b>	<b>2 585</b>
RECETTES D'INVESTISSEMENT (HORS EMPRUNT)	691	1 803	763	1 086	1 636	1 435
FCTVA	273	714	213	160	282	238
Subventions d'investissement reçues	238	979	289	338	448	1 102
Autres recettes d'investissement	83	17	146	500	849	27
<b>EMPRUNTS</b>	<b>368</b>	<b>449</b>	<b>900</b>	<b>881</b>	<b>900</b>	<b>1 150</b>
dont emprunts nouveaux	368	449	900	881	900	1 150
dont emprunts de gestion	0	0	0	0	0	0
<b>AMORTISSEMENTS DU CAPITAL</b>	<b>1 427</b>	<b>1 487</b>	<b>1 505</b>	<b>929</b>	<b>1 252</b>	<b>1 420</b>
dont amortissements courants	1 427	1 487	1 505	929	1 252	1 420
dont amortissements de gestion	0	0	0	0	0	0
<b>FLUX NETTE DE DETTE</b>	<b>-1 059</b>	<b>-1 038</b>	<b>-605</b>	<b>-48</b>	<b>-352</b>	<b>-270</b>
DEPENSES TOTALES	10 848	10 888	11 768	11 553	12 719	13 777
RECETTES TOTALES	9 323	11 176	10 574	13 380	12 864	13 627
<b>VARIATION DE FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-1 525</b>	<b>288</b>	<b>-1 194</b>	<b>1 827</b>	<b>145</b>	<b>-150</b>
Résultat au 1er janvier	-145	-1 670	-1 382	-2 576	-749	-604
Résultat au 31/12	-1 670	-1 382	-2 576	-749	-604	-754
<b>■ ENCOURS DE DETTE au 31/12</b>	<b>16 490</b>	<b>15 546</b>	<b>15 143</b>	<b>15 143</b>	<b>14 746</b>	<b>14 477</b>

## Les tableaux fiscaux

commune

Données en milliers d'euros	2003	2003/2002	2004	2004/2003	2005	2005/2004	2006	2006/2005
<b>BASES</b>								
Taxe d'habitation	7 033	+ 4,5%	7 271	+ 3,4%	7 528	+ 3,5%	7 651	+ 1,6%
Taxe foncier bâti	7 916	+ 5,6%	8 540	+ 7,9%	8 923	+ 4,5%	9 189	+ 3,0%
Taxe professionnelle	22 443	- 9,0%	27 560	+ 22,8%	29 038	+ 5,4%	32 166	+ 10,8%
<b>TAUX (en %)</b>								
Taxe d'habitation	10	+ 2,5%	10,2	+ 2,0%	10,4	+ 2,0%	10,5	+ 1,0%
Taxe foncier bâti	19,05	+ 2,5%	19,43	+ 2,0%	19,82	+ 2,0%	20,02	+ 1,0%
Taxe professionnelle	8,88	+ 2,5%	9,06	+ 2,0%	9,24	+ 2,0%	9,33	+ 1,0%
<b>PRODUITS</b>								
Taxe d'habitation	703	+ 7,0%	742	+ 5,5%	783	+ 5,5%	803	+ 2,6%
Taxe foncier bâti	1 508	+ 8,2%	1 659	+ 10,0%	1 769	+ 6,6%	1 840	+ 4,0%
Taxe professionnelle	1 993	- 6,7%	2 497	+ 25,3%	2 683	+ 7,4%	3 001	+ 11,9%
<b>Produit total</b>	<b>4 246</b>	<b>+ 0,4%</b>	<b>4 941</b>	<b>+ 16,4%</b>	<b>5 279</b>	<b>+ 6,8%</b>	<b>5 683</b>	<b>+ 7,7%</b>



# L'ANALYSE

# RETROSPECTIVE

# Le contenu de l'analyse financière

Etudier la commune seule, en elle même ... et voir comment elle se comporte dans le temps

Attention à l'analyse « par les ratios »

# Le contenu de l'analyse

## ► Quelques indicateurs traditionnels :



**Charges de personnel**



**Endettement**



**Niveau de la dotation d'Etat**



**Niveau de Services**



**Pression fiscale**



**Niveau d'équipement**

# Le contenu de l'analyse

## ▶ Les fondamentaux de l'analyse :



**La recherche de l'équilibre financier**



**La formation des épargnes**



## I. Les déterminants de l'autofinancement

De la dynamique de la section de fonctionnement ..... Page 7  
... à la constitution de l'autofinancement ..... Page 11

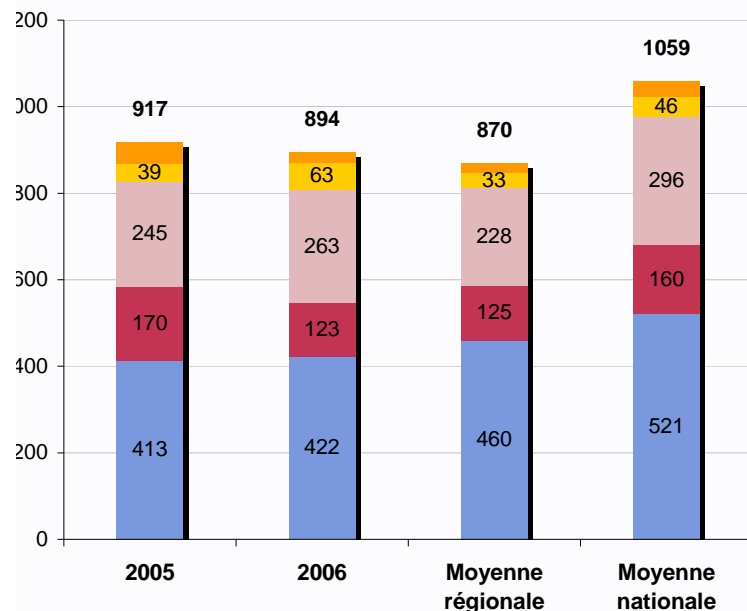
- Etude réalisée sur le budget principal.
- Moyenne régionale retenue: villes de 5 000 à 10 000 habitants, CA de l'année 2005,
- Moyenne nationale retenue: villes de 5 000 à 10 000 habitants, CA de l'année 2005.

## Les dépenses de fonctionnement

Budget principal en milliers d'euros							Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
■ Dépenses réelles de fonctionnement	7 763	8 131	8 097	8 309	8 965	8 743	- 2,5%	+ 2,4%
■ Charges de personnel (Chap 012)	3 201	3 516	3 650	3 792	4 037	4 128	+ 2,3%	+ 5,2%
■ Autres charges de gestion courante	1 073	1 353	1 156	1 184	1 663	1 203	- 27,7%	+ 2,3%
dont subventions de fonctionnement	942	1 138	911	890	1 381	949	- 31,3%	+ 0,1%
■ Charges à caractère général (Chap 011)	2 339	2 275	2 385	2 369	2 394	2 571	+ 7,4%	+ 1,9%
■ Intérêts de la dette	1 117	986	895	963	386	611	+ 58,3%	- 11,4%
■ Autres dépenses	33	1	11	1	485	230	- 52,6%	+ 47,4%

# Repères

Les principales composantes des dépenses de fonctionnement (€ / hab)



- Frais de personnel
- Autres charges courantes
- Charges à caractère général
- Intérêts de la dette

Principaux ratios	Commune	Moyennes	
		Régionale	Nationale
Dépenses de fonctionnement dans le budget total hors dette	70,7%	69,7%	72,1%
Dépenses de personnel / Recettes de fonctionnement	37,3%	41,4%	40,1%
Intérêts de la dette / Recettes de fonctionnement	5,5%	2,9%	3,5%
Poids des subventions versées / Dépenses de fonctionnement	10,8%	8,3%	7,2%

## INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

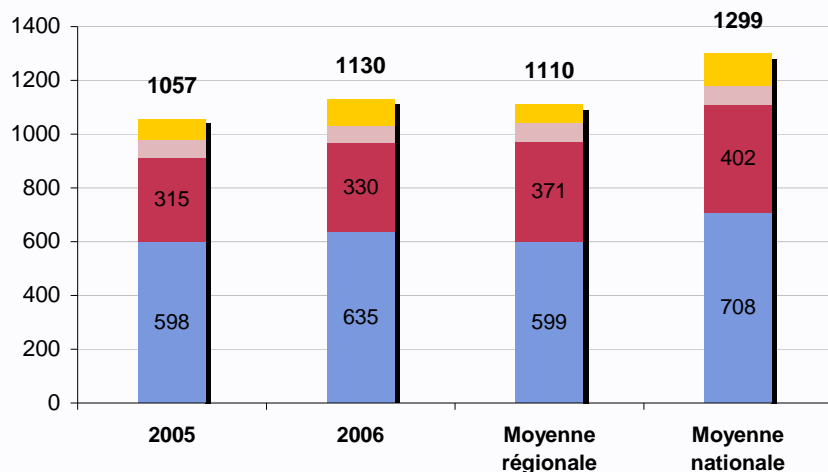
- Évolution des dépenses de fonctionnement des communes : + 3,1% en 2006
- Évolution du nb d'agents de la fonction publique territoriale : + 3,4% en 2004
- Revalorisation du point d'indice de la fonction publique : 0,8% en 2007
- Inflation hors tabac : + 1,8% en 2005
- Indice des prix des dépenses communales : + 2,9% en 2005

## Les recettes de fonctionnement

Budget principal en milliers d'euros							Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
<b>■ Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>8 264</b>	<b>8 924</b>	<b>8 911</b>	<b>11 413</b>	<b>10 328</b>	<b>11 042</b>	<b>+ 6,9%</b>	<b>+ 6,0%</b>
■ Impôts et taxes	4 453	4 699	4 726	5 564	5 848	6 207	+ 6,1%	+ 6,9%
■ Dotations et participations	2 857	3 171	3 038	3 132	3 078	3 230	+ 4,9%	+ 2,5%
dont DGF	1 654	1 660	1 669	2 450	2 485	2 531	+ 1,9%	+ 8,9%
■ Produits services, domaine, ventes	557	578	609	642	653	649	- 0,6%	+ 3,1%
■ Autres recettes	397	476	538	2 075	749	956	+ 27,6%	+ 19,2%
dont produits des cessions d'immobilisations	80	112	133	1 190	297	255	- 14,1%	+ 26,1%

## Repères

Les principales composantes des recettes de fonctionnement (en € / hab)



Impôts et taxes

Dotations et participations

Produits de services

Autres produits

Principaux ratios	Commune	Moyennes	
		Régionale	Nationale
Impôts et taxes / Recettes de fonctionnement	56.21%	53.91%	54.52%
Impôts et taxes (hors reversements de l'EPCI) / Recettes de fonctionnement	56.21%	52.47%	54.10%
Contributions directes / Recettes de fonctionnement	52.20%	40.21%	44.37%
Dotations et participations / Recettes de fonctionnement	29.25%	33.45%	30.95%
DGF / Recettes de fonctionnement	22.92%	27.59%	22.15%
DGF en €/hab	259	306	291
FSRIF / Recettes de fonctionnement	0.00%	0.00%	0.12%
Potentiel financier en €/hab	1 061	954	932

Commune (en milliers d'euros)		2006/2005	Moy annuelle 06/01
DGF	2 400	ns	ns
Dotation forfaitaire	131	ns	ns
DSR ou DSU	0	ns	ns
Dotation nationale de péréquation			

### INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

- Évolution des recettes de fonctionnement des communes : + 3,2% en 2006
- PIB (évolution en valeur) en 2006 : + 4,3 %
- PIB en valeur en 2006 : 1792 Mds d'€

## Le champ des ressources fiscales

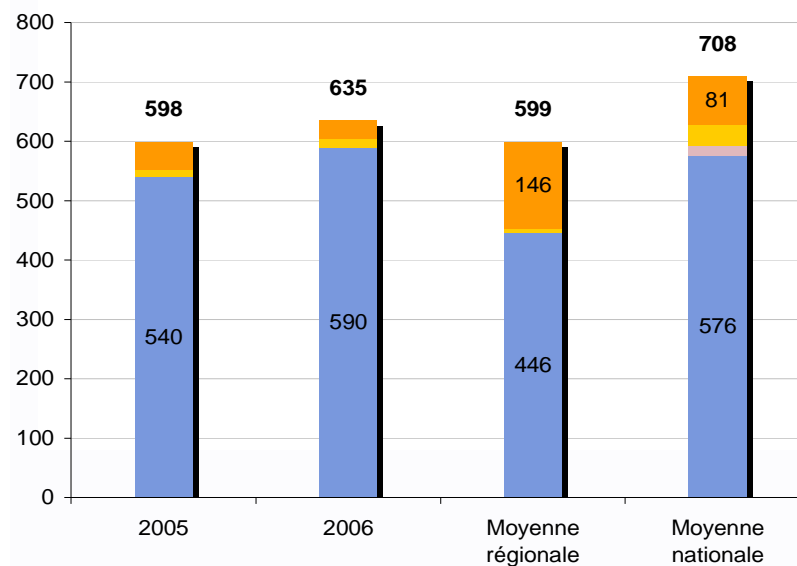
(commune n'appartenant pas à un groupement à TPU)

### Budget principal en milliers d'euros

	Budget principal en milliers d'euros						Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
■ Impôts et taxes	4 453	4 699	4 726	5 564	5 848	6 207	+ 6,1%	+ 6,9%
■ Contributions directes	4 092	4 337	4 335	5 131	5 279	5 764	+ 9,2%	+ 7,1%
■ Produits des droits de mutation	62	76	89	101	119	137	+ 15,1%	+ 17,2%
■ Autres recettes	299	286	302	332	450	306	- 32,0%	+ 0,5%

- Contributions directes
- Autres recettes fiscales
- Droits de mutation

Les principales composantes des impôts et taxes (€ / hab)

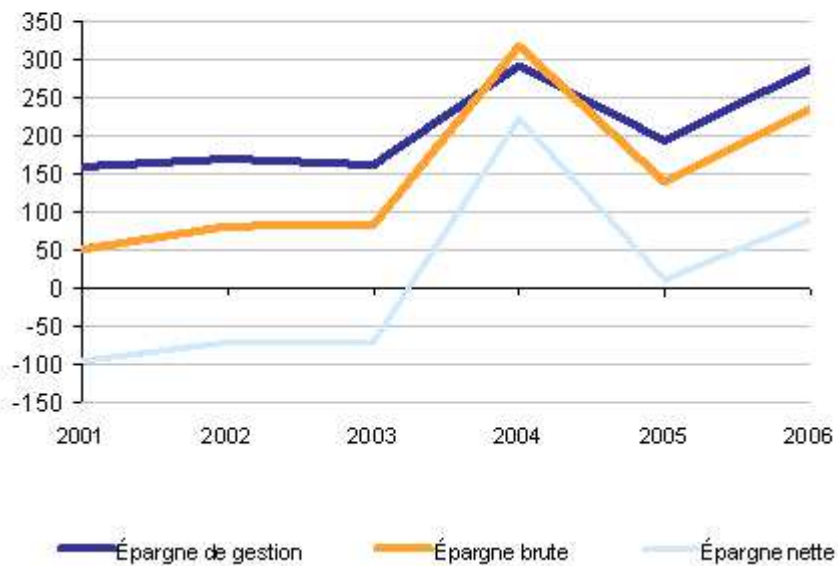


Principaux ratios	Vous	Moyennes	
		Régionale	Nationale
Impôts et taxes / Recettes de fonctionnement	56.21%	53.91%	54.52%
Impôts et taxes des villes à TPU / Recettes de fonctionnement		0.00%	0.00%
Contributions / Recettes de fonctionnement	52.20%	40.21%	44.37%

## La constitution de l'autofinancement

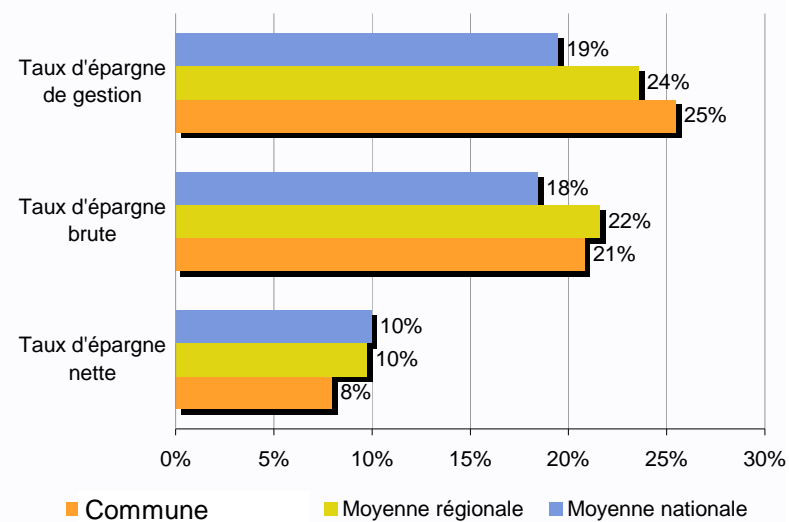
Budget principal en milliers d'euros							Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
<b>Recettes de gestion</b>	8 173	8 804	8 774	10 200	9 989	10 726	+ 7,4%	+ 5,6%
<b>Dépenses de gestion</b>	6 613	7 145	7 191	7 345	8 094	7 914	- 2,2%	+ 3,7%
<b>Épargne de gestion</b>	1 560	1 659	1 583	2 855	1 895	2 812	+ 48,4%	+ 12,5%
Intérêts de la dette	1 117	986	895	963	386	611	+ 58,3%	- 11,4%
Résultat financier hors intérêts	0	1	-1	19	15	2	- 86,7%	ns
Résultat exceptionnel	58	119	127	1 193	-161	96	ns	+ 10,6%
<b>Épargne brute</b>	501	793	814	3 104	1 363	2 299	+ 68,7%	+ 35,6%
Amortissements du capital courant	1 427	1 487	1 505	929	1 252	1 420	+ 13,4%	- 0,1%
<b>Épargne nette</b>	-927	-694	-691	2 175	111	879	ns	ns

Évolution des soldes d'épargne (en €/hab)



## Repères

Taux d'épargne en 2006



# Le contenu de l'analyse

## ► Les fondamentaux de l'analyse :



**La politique de financement des investissements**



**Le niveau d'équipement**



## II. La politique d'investissement et son financement

De l'effort d'investissement..... Page 12  
... à son mode de financement..... Page 13

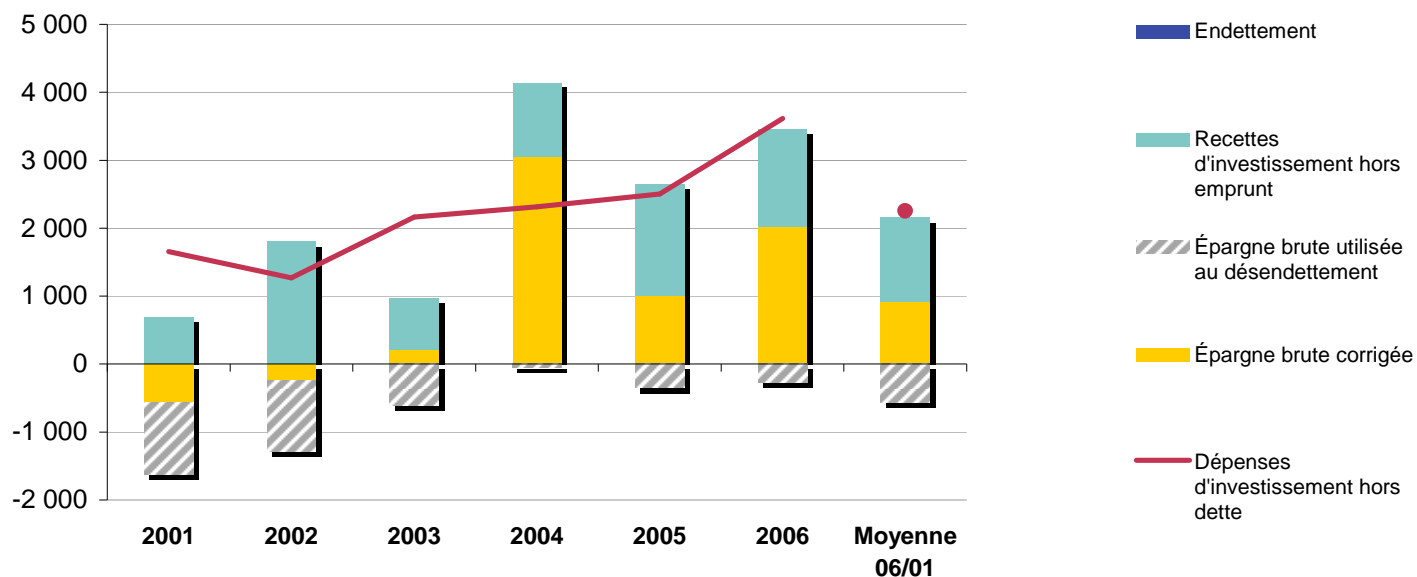
- Etude réalisée sur le budget principal.
- Moyenne régionale retenue: villes de 5 000 à 10 000 habitants, CA de l'année 2005,
- Moyenne nationale retenue: villes de 5 000 à 10 000 habitants, CA de l'année 2005.

## La mesure de l'effort d'investissement

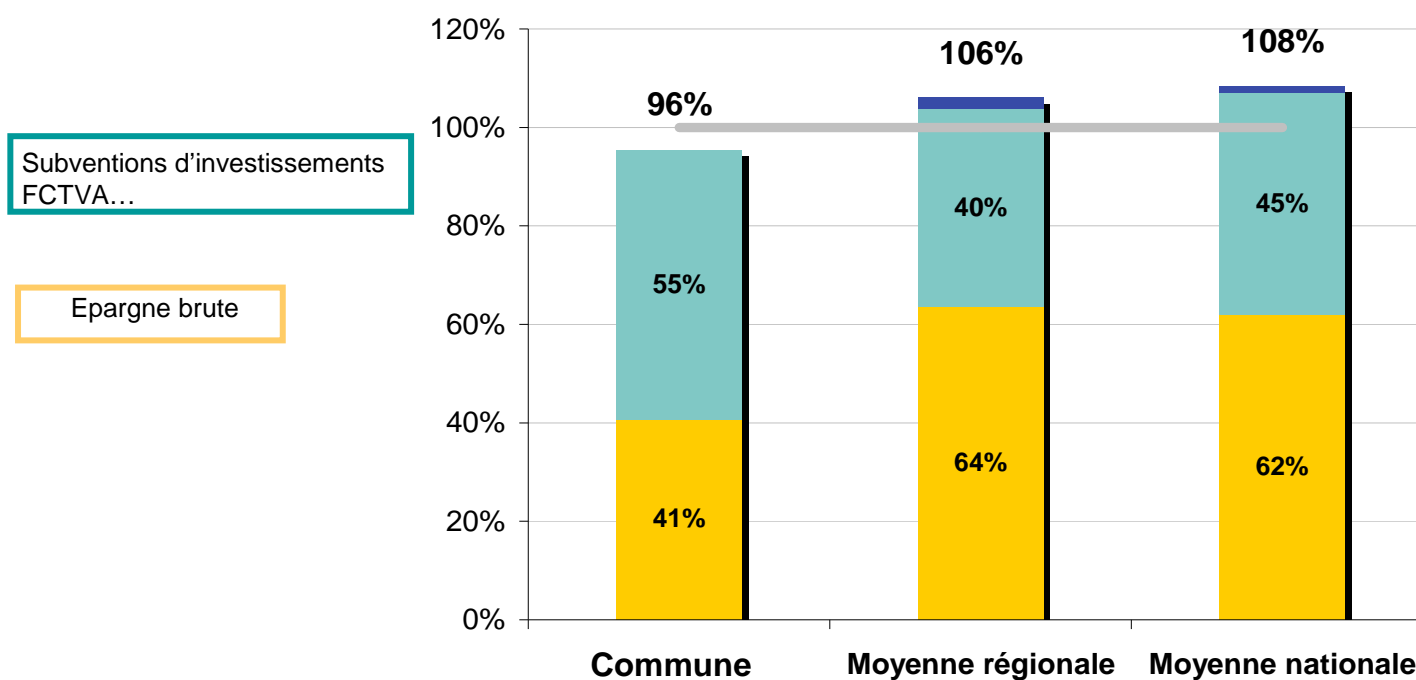
### Budget principal en milliers d'euros

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>1 657</b>	<b>1 270</b>	<b>2 166</b>	<b>2 315</b>	<b>2 502</b>	<b>3 614</b>
■ Équipement brut	1 530	1 257	1 936	2 014	2 496	3 331
■ Subventions d'investissement versées	120	11	228	285	0	283
■ Autres dépenses	8	2	2	16	6	0
<b>Recettes d'investissement hors emprunt</b>	<b>691</b>	<b>1 803</b>	<b>763</b>	<b>1 086</b>	<b>1 636</b>	<b>1 435</b>
■ FCTVA	273	714	213	160	282	238
■ Autres dotations	96	93	115	88	57	68
■ Subventions d'investissement reçues	238	979	289	338	448	1 102
■ Autres recettes	83	17	146	500	849	27

## Schéma de financement des investissements de 2001 à 2006 (en milliers d'euros)



## En moyenne sur la période 2001-2006



# Le contenu de l'analyse

## ▶ Les fondamentaux de l'analyse :



**L'environnement de la politique fiscale**



**Les engagements de la collectivité**



### III. Le dimensionnement de l'effort fiscal et du niveau d'endettement

Dynamique des bases et utilisation du levier fiscal ..... Page 15  
Évolution du niveau de la dette ..... Page 17

- Etude réalisée sur le budget principal.
- Moyenne régionale retenue: villes de 5 000 à 10 000 habitants, CA de l'année 2005,
- Moyenne nationale retenue: villes de 5 000 à 10 000 habitants, CA de l'année 2005.

# Le contenu de l'analyse

## Rappel : La fiscalité directe locale

Les impôts locaux servent à financer les services publics de proximité que la commune gère au profit de ses résidents.

Les décisions en matière fiscale sont au cœur des fonctions d'élu local. C'est par ces décisions politiques :

- Quel niveau de fiscalité,
- ... donc quel prélèvement sur le revenu,
- Comment répartir ce prélèvement entre les différentes catégories de contribuables (ménages / activités économiques)

.... que l'élu influe sur la structure financière et l'évolution des comptes de la collectivité

# Le contenu de l'analyse

## Rappel : La fiscalité directe locale (suite)

Qui paie l'impôt local ?

TFPB :	les propriétaires d'immeubles,
TFPNB :	les propriétaires de terrains,
TH :	les occupants de logement,
TP :	les entreprises

Mais attention, l'élu ne peut pas augmenter les impôts à sa guise, car sa liberté est encadrée par 2 séries de règles :

- le plafonnement des taux,
- les règles de liens entre les taux.

# Le contenu de l'analyse

## Rappel : La fiscalité directe locale (suite et fin)

Par ailleurs, l'élu doit également tenir compte de la « capacité fiscale » de sa commune, en mesurant :

- **le potentiel fiscal**

indicateur de la richesse fiscale d'une collectivité

- **la pression fiscale**

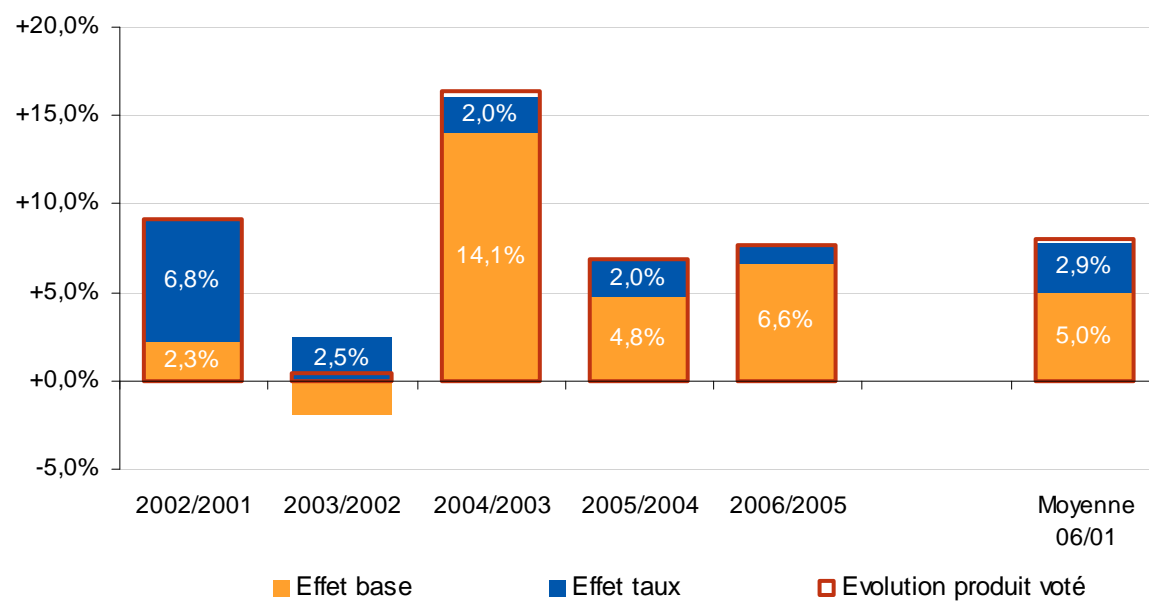
peut être estimée à partir du coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

## La dynamique des bases et l'utilisation du levier fiscal

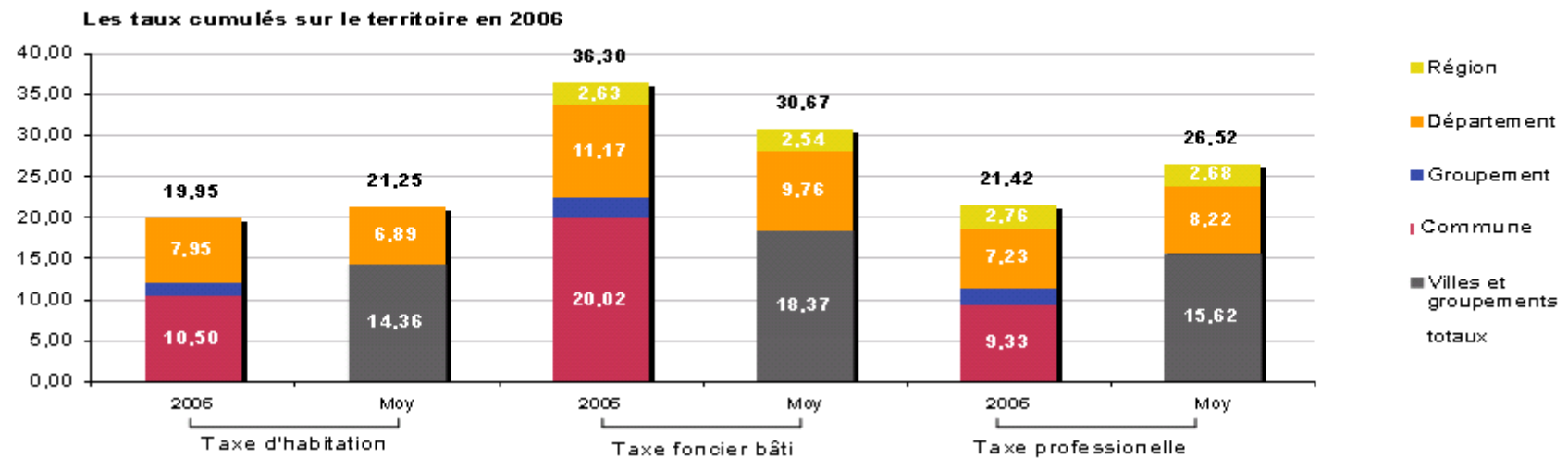
	Données en milliers d'euros						Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
<b>Bases</b>								
Taxe d'habitation	6 486	6 732	7 033	7 271	7 528	7 651	+ 1,6%	+ 3,4%
Taxe sur le foncier bâti	7 055	7 498	7 916	8 540	8 923	9 189	+ 3,0%	+ 5,4%
Taxe sur le foncier non bâti	133	132	132	131	132	117	- 11,4%	- 2,5%
Taxe professionnelle	24 850	24 651	22 443	27 560	29 038	32 166	+ 10,8%	+ 5,3%
<b>Taux (en %)</b>								
Taxe d'habitation	9,48	9,76	10,00	10,20	10,40	10,50	+ 1,0%	+ 2,1%
Taxe sur le foncier bâti	18,05	18,59	19,05	19,43	19,82	20,02	+ 1,0%	+ 2,1%
Taxe sur le foncier non bâti	30,44	31,36	32,14	32,79	33,42	33,73	+ 0,9%	+ 2,1%
Taxe professionnelle	7,82	8,66	8,88	9,06	9,24	9,33	+ 1,0%	+ 3,6%

Données en milliers d'euros							Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
<b>Produit</b>								
■ Taxe d'habitation	615	657	703	742	783	803	+ 2,6%	+ 5,5%
■ Taxe sur le foncier bâti	1 273	1 394	1 508	1 659	1 769	1 840	+ 4,0%	+ 7,6%
■ Taxe sur le foncier non bâti	41	42	42	43	44	39	- 11,4%	- 1,0%
■ Taxe professionnelle	1 943	2 135	1 993	2 497	2 683	3 001	+ 11,9%	+ 9,1%
<b>Produit total</b>	<b>3 872</b>	<b>4 227</b>	<b>4 247</b>	<b>4 941</b>	<b>5 279</b>	<b>5 683</b>	<b>+ 7,7%</b>	<b>+ 8,0%</b>
<b>■ Reversements reçus</b>							ns	ns
Attribution de compensation	0	0	0	0	0	0	ns	ns
Dotation de solidarité communautaire	0	0	0	0	0	0	ns	ns
<b>Produit total y compris reversements</b>	<b>3 872</b>	<b>4 227</b>	<b>4 247</b>	<b>4 941</b>	<b>5 279</b>	<b>5 683</b>	<b>+ 7,7%</b>	<b>+ 8,0%</b>

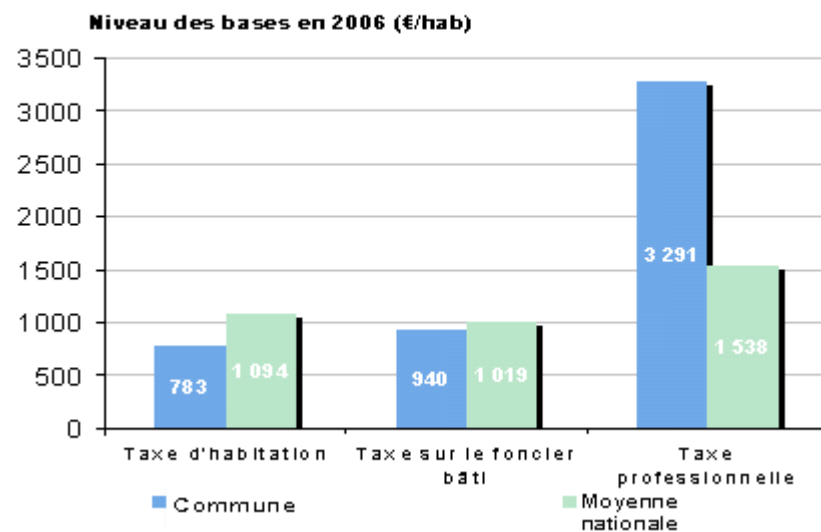
## Structure et dynamique



## Richesse et pression fiscale



## Structure



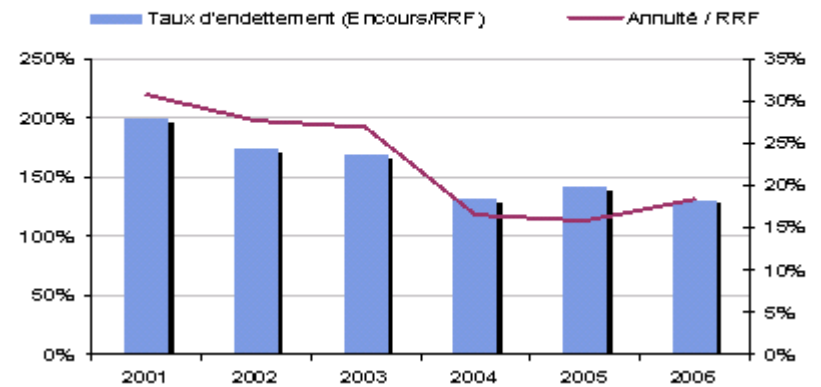
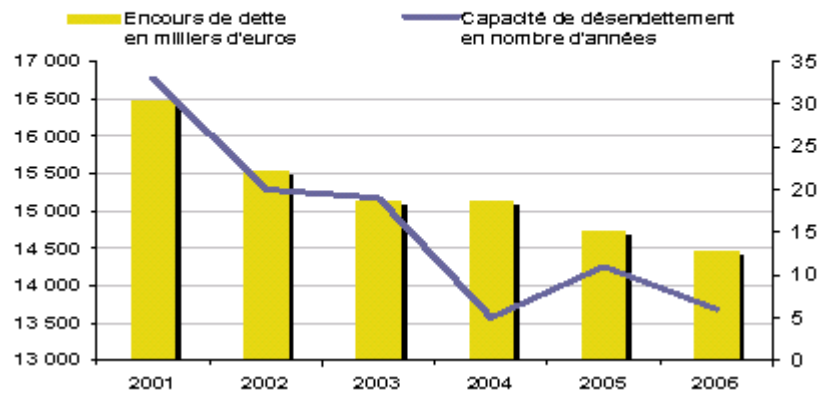
### La fiscalité 2007

	TH	FB	TP
Bases prévisionnelles en milliers d'€	7 857	9 516	32 690
Taux d'évolution des bases 07/06	ns	ns	ns
Taux en %	10,61	20,22	9,42
Taux d'évolution des taux 07/06	ns	ns	ns
Produits en milliers d'€	834	1 924	3 079
Taux d'évolution des produits 07/06	ns	ns	ns
Produit total en milliers d'€	5 878		ns

## L'encours de dette

Budget principal en milliers d'euros							Taux d'évolution	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005	Moyenne annuelle 06/01
<b>Encours de dette</b>	16 490	15 546	15 143	15 143	14 746	14 477	- 1,8%	- 2,6%
Annuité de la dette	2 545	2 473	2 400	1 892	1 638	2 031	+ 24,0%	- 4,4%
<b>(1) Emprunts</b>	368	449	900	881	900	1 150	+ 27,8%	+ 25,6%
dont emprunts nouveaux	368	449	900	881	900	1 150	+ 27,8%	+ 25,6%
dont emprunts de gestion	0	0	0	0	0	0	ns	ns
<b>(2) Amortissements du capital</b>	1 427	1 487	1 505	929	1 252	1 420	+ 13,4%	- 0,1%
dont amortissements courants	1 427	1 487	1 505	929	1 252	1 420	+ 13,4%	- 0,1%
dont amortissements de gestion	0	0	0	0	0	0	ns	ns
<b>(3) Flux net de dette (1-2)</b>	-1 059	-1 038	-605	-48	-352	-270	ns	ns

## Dynamique de 2001 à 2006



## Repères

Indicateurs en €/hab		Commune	
Encours de dette budget principal		1 481	
Encours de dette garantie		0	
Encours de dette budgets annexes		0	
Encours de la dette récupérable		0	
Principaux ratios	Commune	Moyennes	
		Régionale	Nationale
Taux apparent de l'encours (Intérêts/Encours)	4.22%	3.17%	4.19%
Capacité de désendettement (Encours/EB)	6,0	4,0	5,0
Annuité / RRF	18.39%	14.85%	12.04%
Indicateur de vieillissement (Amortissement/Encours)	9.81%	12.68%	9.96%
Taux d'endettement (Endettement/RRF)	131.11%	93.66%	85.16%

# Le contenu de l'analyse

## ▶ Les marges de manœuvre :

↳ Etudier la capacité de la collectivité à assumer une baisse de ses ressources ou une augmentation de ses charges sans dégradation de sa structure financière.

↳ L'objectif est de tester l'incidence d'une variable sur la situation financière.

# Le contenu de l'analyse

## ▶ Les marges de manoeuvre :



**Fiscalité**



**Dette**



**Trésorerie**



**Patrimoine**



**Gestion des services publics locaux**

# Le contenu de l'analyse

## ► Formulation du diagnostic financier :



**La structure financière**



**Les niveaux budgétaires**



**La constitution de l'épargne**



**La situation fiscale**



**Le financement de l'investissement**



**L'évolution du fonds de roulement**

# Le contenu de l'analyse

## ▶ Les risques avant-coureur de dégradation :



**Evolution de la structure budgétaire**



**Croissance des postes du budget**



**Mode de financement des équipements – Dette / fonds de roulement**



**Analyse des reports**



**Consolidation financière des risques**

## Repères

En euros par habitant	Commune	Moyenne nationale	En euros par habitant	Commune	Moyenne nationale
<b>Sur le budget</b>					
Budget total hors dette	1 264	1 468	Encours de dette	1 481	1 123
Dépenses réelles de fonctionnement	894	1 059	Encours de dette des budgets annexes	0	436
Recettes réelles de fonctionnement	1 130	1 299	<b>Sur la fiscalité</b>		
Épargne Brute	235	240	Bases taxe d'habitation	772	1 094
Dépenses d'investissement (hors dette)	370	409	Taxe d'habitation (en %)	10,50	11,73
Flux net de dette	-28	41	Bases taxe professionnelle	3 244	1 538
			Taux taxe professionnelle en %	9,33	12,63

\* La fiscalité directe est calculée sur les 3 taxes (TH, FB, FNB) si la ville appartient à un groupement à TPU.



# L'ANALYSE

# PROSPECTIVE

# Prospective financière

## ▶ Objectifs de l'analyse prospective :

↳ Tester l'incidence, sur la situation financière de la collectivité, de l'évolution de certains paramètres

↳ Appréhender les conséquences des nouvelles stratégies financières

## CONSTRUCTION D'UNE ANALYSE PROSPECTIVE :

- . Partir d'un CA provisoire qui sert de base à la projection des comptes
- . Choisir des hypothèses dévolution des principaux postes à partir :
  - 1- des tendances observées pour les dernières années,
  - 2- d'hypothèses volontaires.

# Prospective financière

## CONSTRUCTION D'UNE ANALYSE PROSPECTIVE :

- . Chercher les possibilités d'augmentation des investissements sans trop accroître l'endettement
  
- . Tester l'évolution de la fiscalité sans remettre en cause les grands équilibres financiers

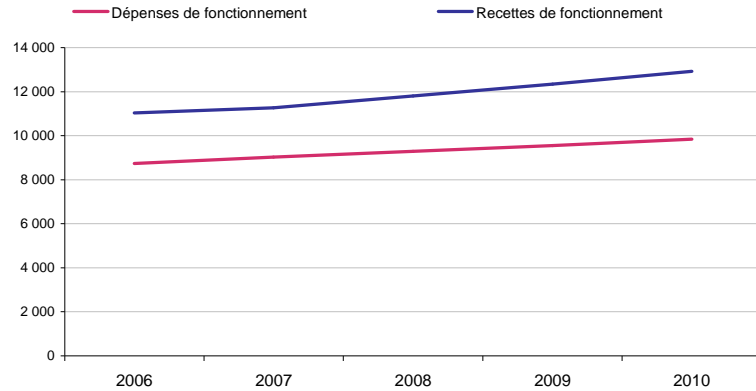
# Prospective financière

## INTERPRETATION DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE :

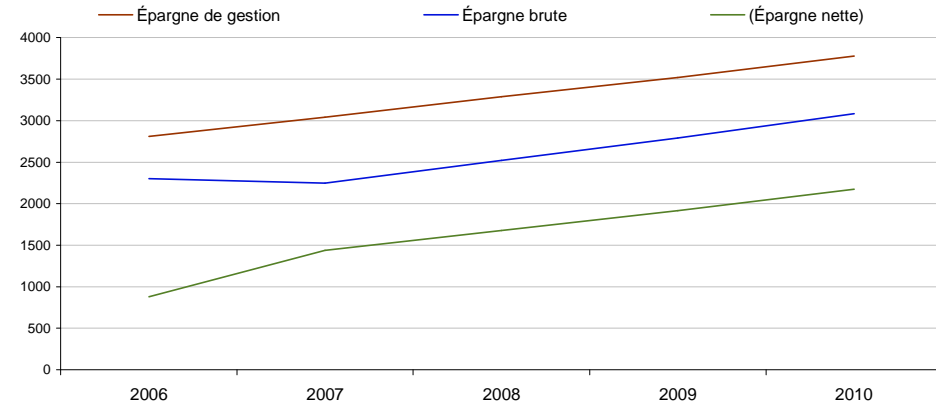
- . L'objectif n'est pas de prévoir l'avenir mais de tester des hypothèses
- . Les résultats doivent intégrer la sensibilité des facteurs étudiés ainsi que l'aléa des autres paramètres

## Vue synthétique

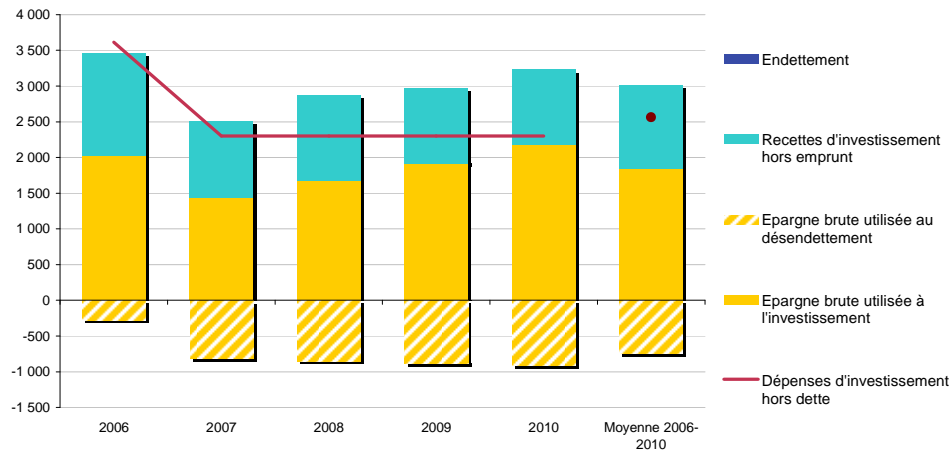
### Dynamique des dépenses et recettes de fonctionnement



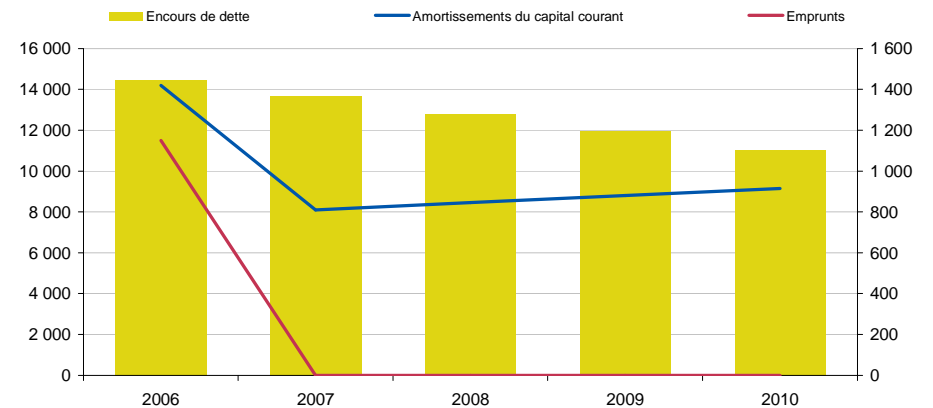
### Soldes d'épargne



### Volume et schéma de financement des investissements (en milliers d'€)



### Encours de dette et volume des emprunts et des amortissements du capital



## Le tableau financier détaillé (montants et taux d'évolution)

Budget principal en milliers d'euros	CA 2005	CA 2006	CA 2007 estimé	Taux d'évolution 2007/2006	CA 2008	Taux d'évolution 2008/2007	CA 2009	Taux d'évolution 2009/2008	CA 2010	Taux d'évolution 2010/2009
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>10 336</b>	<b>11 042</b>	<b>11 269</b>	<b>+2,1%</b>	<b>11 808</b>	<b>+4,8%</b>	<b>12 346</b>	<b>+4,6%</b>	<b>12 923</b>	<b>+4,7%</b>
70 Produit des services, du domaine et ventes diverses	653	649	662	+2,0%	675	+2,0%	688	+1,9%	702	+2,0%
<b>73 Impôts et taxes</b>	<b>5 848</b>	<b>6 207</b>	<b>6 623</b>	<b>+6,7%</b>	<b>7 065</b>	<b>+6,7%</b>	<b>7 539</b>	<b>+6,7%</b>	<b>8 050</b>	<b>+6,8%</b>
7311 Contributions directes	0	5 764	6 171	+7,1%	6 604	+7,0%	7 069	+7,0%	7 571	+7,1%
7321 Attribution de compensation	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns
7322 Dotation de solidarité communautaire	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns
7331 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns
Autres " Impôts et taxes "	5 848	443	452	+2,0%	461	+2,0%	470	+2,0%	479	+1,9%
<b>74 Dotations et participations</b>	<b>3 078</b>	<b>3 230</b>	<b>3 295</b>	<b>+2,0%</b>	<b>3 361</b>	<b>+2,0%</b>	<b>3 394</b>	<b>+1,0%</b>	<b>3 428</b>	<b>+1,0%</b>
741 DGF	2 485	2 531	2 582	+2,0%	2 634	+2,0%	2 660	+1,0%	2 687	+1,0%
Autres " Dotations et participations "	593	699	713	+2,0%	727	+2,0%	734	+1,0%	741	+1,0%
75 Autres produits de gestion courante	410	407	419	+2,9%	432	+3,1%	445	+3,0%	458	+2,9%
76 Produits financiers	15	32	32	+0,0%	32	+0,0%	32	+0,0%	32	+0,0%
<b>77 Produits exceptionnels</b>	<b>324</b>	<b>284</b>	<b>0</b>	<b>-100,0%</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>
775 Produits des cessions d'immobilisations	297	255	0	-100,0%	0	ns	0	ns	0	ns
Autres recettes de fonctionnement	8	233	238	+2,1%	243	+2,1%	248	+2,1%	253	+2,0%
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>8 965</b>	<b>8 743</b>	<b>9 023</b>	<b>+3,2%</b>	<b>9 287</b>	<b>+2,9%</b>	<b>9 553</b>	<b>+2,9%</b>	<b>9 837</b>	<b>+3,0%</b>
011 Charges à caractère général	2 394	2 571	2 622	+2,0%	2 674	+2,0%	2 727	+2,0%	2 782	+2,0%
012 Charges de personnel	4 037	4 128	4 334	+5,0%	4 551	+5,0%	4 779	+5,0%	5 018	+5,0%
65 Autres charges de gestion courante (hors 656)	1 663	1 203	1 227	+2,0%	1 252	+2,0%	1 277	+2,0%	1 303	+2,0%
657 Subventions versées	1 381	949	0	-100,0%	0	ns	0	ns	0	ns
Autres " Autres charges de gestion courante (hors 656) "	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns
<b>67 Charges exceptionnelles</b>	<b>485</b>	<b>188</b>	<b>188</b>	<b>+0,0%</b>	<b>188</b>	<b>+0,0%</b>	<b>188</b>	<b>+0,0%</b>	<b>188</b>	<b>+0,0%</b>
Autres dépenses de fonctionnement	0	12	12	+0,0%	12	+0,0%	12	+0,0%	12	+0,0%
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>1 903</b>	<b>2 812</b>	<b>3 042</b>	<b>+8,2%</b>	<b>3 287</b>	<b>+8,1%</b>	<b>3 519</b>	<b>+7,1%</b>	<b>3 776</b>	<b>+7,3%</b>
6611 Intérêts de la dette ancienne	386	611	610	-0,2%	580	-4,9%	540	-6,9%	504	-6,7%
6611 Intérêts de la dette nouvelle	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns
Résultat financier hors intérêt	15	2	2	+0,0%	2	+0,0%	2	+0,0%	2	+0,0%
Résultat exceptionnel	-161	96	-188	ns	-188	ns	-188	ns	-188	ns
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>1 371</b>	<b>2 299</b>	<b>2 246</b>	<b>-2,3%</b>	<b>2 521</b>	<b>+12,2%</b>	<b>2 793</b>	<b>+10,8%</b>	<b>3 086</b>	<b>+10,5%</b>
Amortissements de la dette ancienne	1 252	1 420	810	-43,0%	845	+4,3%	880	+4,1%	915	+4,0%
Amortissements de la dette nouvelle	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>119</b>	<b>879</b>	<b>1 436</b>	<b>+63,4%</b>	<b>1 676</b>	<b>+16,7%</b>	<b>1 913</b>	<b>+14,1%</b>	<b>2 171</b>	<b>+13,5%</b>

## Le tableau financier détaillé (montants et taux d'évolution)

Budget principal en milliers d'euros	CA 2005	CA 2006	CA 2007 estimé	Taux d'évolution 2007/2006	CA 2008	Taux d'évolution 2008/2007	CA 2009	Taux d'évolution 2009/2008	CA 2010	Taux d'évolution 2010/2009			
<b>■ DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (HORS DETTE)</b>	<b>2 502</b>	<b>3 614</b>	<b>2 300</b>	<b>-36,4%</b>	<b>2 300</b>	<b>+0,0%</b>	<b>2 300</b>	<b>+0,0%</b>	<b>2 300</b>	<b>+0,0%</b>			
Subventions d'investissement	2	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns			
Dépenses d'équipement	2 496	3 331	2 300	-31,0%	2 300	+0,0%	2 300	+0,0%	2 300	+0,0%			
Programme d'investissement spécifique	0	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns			
Subventions d'équipement versées	0	283	0	-100,0%	0	ns	0	ns	0	ns			
Autres dépenses d'investissement hors dette	6	0	0	ns	0	ns	0	ns	0	ns			
<b>■ RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (HORS EMPRUNT)</b>	<b>3 160</b>	<b>1 435</b>	<b>1 073</b>	<b>-25,2%</b>	<b>1 196</b>	<b>+11,5%</b>	<b>1 059</b>	<b>-11,5%</b>	<b>1 059</b>	<b>+0,0%</b>			
Dotations, fonds divers	2 712	306	498	+62,7%	621	+24,7%	484	-22,1%	484	+0,0%			
FCTVA	282	238	368	+54,6%	491	+33,4%	354	-27,9%	354	+0,0%			
Autres "dotations hors FCTVA"	2 430	68	130	+91,2%	130	+0,0%	130	+0,0%	130	+0,0%			
Subventions d'investissement	448	1 102	575	-47,8%	575	+0,0%	575	+0,0%	575	+0,0%			
Autres recettes d'investissement hors emprunt	0	27	0	-100,0%	0	ns	0	ns	0	ns			
<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>	<b>1 100</b>	<b>1 300</b>	<b>-209</b>	<b>ns</b>	<b>-572</b>	<b>ns</b>	<b>-672</b>	<b>ns</b>	<b>-930</b>	<b>ns</b>			
<b>EMPRUNTS</b>	<b>900</b>	<b>1 150</b>	<b>0</b>	<b>-100,0%</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>			
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-200</b>	<b>-150</b>	<b>209</b>	<b>ns</b>	<b>572</b>	<b>+173,7%</b>	<b>672</b>	<b>+17,5%</b>	<b>930</b>	<b>+38,4%</b>			
<b>FLUX NET DE DETTE</b>	<b>-352</b>	<b>-270</b>	<b>-810</b>	<b>ns</b>	<b>-845</b>	<b>ns</b>	<b>-880</b>	<b>ns</b>	<b>-915</b>	<b>ns</b>			
<b>■ ENCOURS DE DETTE</b>	<b>14 746</b>	<b>14 477</b>	<b>13 667</b>	<b>-5,6%</b>	<b>12 822</b>	<b>-6,2%</b>	<b>11 942</b>	<b>-6,9%</b>	<b>11 027</b>	<b>-7,7%</b>			

## PETIT MEMENTO

### des principaux ratios d'analyse financière étudiés :

**Contributions directes / Recettes réelles de fonctionnement** : celui-ci isole les reversements de fiscalité (AC + DSC) et n'intègre que la fiscalité directe (TH+TFB+TFNB et TP). Il donne une vision du poids des recettes sur lesquelles la collectivité locale peut agir, c'est à dire sa fiscalité directe.

**Dotations et participations / Recettes réelles de fonctionnement** : ce ratio permet d'analyser le degré de dépendance financière de la commune par rapport aux subventions et dotations, notamment celles de l'Etat.

**Taux d'épargne de gestion** : épargne de gestion / recettes réelles de fonctionnement. Ce ratio illustre l'excédent qui est dégagé du fonctionnement courant de la collectivité locale, sans intégrer les éléments exceptionnels ou financiers.

## PETIT MEMENTO

### des principaux ratios d'analyse financière étudiés :

**Taux d'épargne brute** : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement. Ce rapport exprime la part des recettes de fonctionnement consacrée à l'investissement (remboursement de dette et équipements). L'épargne brute doit couvrir prioritairement le remboursement en capital de la dette.

**Taux d'épargne nette (ou disponible)** : épargne nette / recettes réelles de fonctionnement. L'épargne disponible donne le niveau dégagé de la section de fonctionnement, après paiement de la dette et qui sera affecté au financement des investissements.

**Dépenses d'équipement brut en euro par habitant** : c'est un des ratios qui mesure l'effort d'investissement de la commune. Les dépenses d'investissement direct (compte 20 hors 204, 21 et 23) sont rapportées à la population totale.

## PETIT MEMENTO

### des principaux ratios d'analyse financière étudiés :

**Taux d'équipement** : Equipement brut / recettes réelles de fonctionnement. Il mesure l'effort d'investissement rapporté aux ressources de la commune, soit le niveau d'investissement par rapport aux « moyens » de la commune.

**Taux de couverture** : Subventions d'investissement reçues / dépenses d'investissement hors dette. Ce ratio mesure la part des investissements réalisés par la collectivité locale et couvert par les subventions venant des partenaires de la commune (Europe, Etat, Région, Département, Intercommunalité, etc.)  
Potentiel fiscal en euro par habitant : il représente le produit fiscal total obtenu par une collectivité locale en appliquant à ses bases de fiscalité les taux moyens d'imposition nationaux.

**Potentiel financier en euro par habitant** : c'est le montant du potentiel fiscal et des dotations de l'Etat rapportés à la population du territoire.

## PETIT MEMENTO

### des principaux ratios d'analyse financière étudiés :

**Effort fiscal** : il est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, les taxes foncières et la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères et le potentiel fiscal correspondant à ces taxes. C'est un indicateur de la pression fiscale

**Capacité de désendettement** : c'est le résultat du rapport entre l'encours de dette (soit les amortissements futurs) et l'épargne brute (soit le solde couvrant en priorité l'amortissement du capital). Ce ratio représente le nombre d'années nécessaires si la collectivité locale consacrerait la totalité de son excédent de fonctionnement à se désendetter.

**Annuité de dette / recettes de fonctionnement ou taux d'effort sur la dette** : ce rapport exprime la part des recettes de fonctionnement qui est affectée au paiement de l'annuité de la dette (intérêt et capital).

## PETIT MEMENTO

### des principaux ratios d'analyse financière étudiés :

**Marge d'autofinancement courant** : c'est le rapport entre les dépenses de fonctionnement additionnées au remboursement de la dette rapportés aux recettes courantes de fonctionnement, soit la couverture des dépenses obligatoires par les recettes de fonctionnement. Ce ratio doit être inférieur à 100%.

**Taux d'endettement** :  $\text{endettement} / \text{recettes réelles de fonctionnement}$ . Ce rapport met en parallèle le poids de la dette (indicateur de risque) avec les recettes de la commune (indicateur de ressources).

**Indicateur de vieillissement de la dette** :  $\text{Amortissement de la dette} / \text{Encours}$ . Ce ratio donne une vision de la vitesse à laquelle une collectivité locale amortit sa dette. Plus le ratio est élevé, plus la dette est courte.